

Les subsides

M. Keeper: Ce sont les Américains qui en profitent.

M. Langdon: Comme le dit mon collègue, notre politique commerciale a bien servi les Américains mais n'a rien fait pour protéger les producteurs canadiens.

A vrai dire, chaque fois, nous avons dû renoncer à nos demandes, céder aux États-Unis et leur accorder tout ce qu'ils réclamaient. La raison en est parfaitement claire. Le gouvernement s'emploie désespérément à conclure un accord de libre-échange à tous prix peu importe les sacrifices et les pertes qu'en subiront les Canadiens et quoi qu'il advienne du Canada. La situation empire depuis cette législature. Or elle ne devrait même pas exister. Si le président Reagan avait été le moins du monde sincère dans les promesses qu'il a faites au Sommet de Québec, affirmant que les Américains ne feraient strictement rien pour accroître leurs mesures de protectionnisme contre le Canada, rien de tout cela ne se serait produit. Dans tous les cas, sans exception, la position affichée par le gouvernement a aggravé la situation du Canada.

En ce qui concerne la FERC, j'estime que nous pouvons prendre certaines mesures. Nous devrions par exemple aborder la question dans le contexte des pourparlers sur le libre-échange. Nous devrions aussi étudier très sérieusement la possibilité de nous doter d'une mesure législative qui ferait obstacle à l'intervention des lois et règlements américains dans les questions relevant de notre compétence. Si le gouvernement annonçait qu'il y songe sérieusement, je me dirais que, à tout le moins, il fait quelque chose pour les Canadiens. Pour l'instant, c'est l'immobilisme total.

M. Shields: Madame la Présidente, je voudrais poser une petite question au député d'Essex—Windsor (M. Langdon). Il s'est donné beaucoup de mal pour expliquer que le parti néo-démocrate avait remplacé sa politique sur les exportations de gaz naturel par une nouvelle politique favorable à des exportations raisonnables de gaz naturel. Comment le député peut-il concilier cela avec le recueil des résolutions d'octobre 1986? Permettez-moi de citer le recueil des résolutions néo-démocrates de 1986:

Le présent ouvrage présente les résolutions adoptées par les néo-démocrates depuis 1961 qui sont encore d'actualité aujourd'hui. C'est-à-dire les résolutions qui n'ont pas été dépassées par les événements . . .

● (1630)

L'introduction précise que ces résolutions «sont encore d'actualité aujourd'hui». Pourtant le député d'Essex—Windsor le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) et le député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell), qui est le critique pour les questions d'énergie, disent que la résolution en question n'est plus valable parce qu'elle a été adoptée au moment de la crise énergétique. Comment les néo-démocrates peuvent-ils expliquer cela, quand on leur fait voir que l'introduction du recueil des résolutions précise qu'il s'agit de résolutions qui n'ont pas été dépassées par les événements?

Le député de Vancouver—Kingsway a déclaré vendredi que la politique néo-démocrate prévoit des exportations raisonnables de gaz naturel. Je me demande ce que cela peut vouloir dire. Peut-être n'est-il pas autorisé—ce que le député d'Essex—Windsor pourra peut-être confirmer—à se prononcer de la sorte. Les statuts du parti néo-démocrate exigent que les

déclarations de politique soient conformes aux résolutions adoptées par les congrès NPD.

Est-ce que le député d'Essex—Windsor veut dire que cela a été réellement adopté par un congrès NPD, que cela figure aux documents comme politique, mais que les membres du caucus de la Chambre des communes peuvent anéantir ce qui s'est fait en congrès? Prétendent-ils pouvoir changer la politique unilatéralement? Ce n'est pas ce que disent leurs textes. Peut-être le député d'Essex—Windsor pourrait-il tirer la chose au clair?

M. Langdon: Madame la Présidente, il est un peu bizarre d'entendre de pareils commentaires de la part d'un parti dirigé par un premier ministre (M. Mulroney) qui, en 1983, s'est dit opposé au libre-échange . . .

M. Shields: Répondez à la question.

M. Langdon: . . . qui a dit que le libre-échange nous mettrait dans la situation de voir les succursales canadiennes quitter le Canada, de voir l'emploi menacé de façon draconienne, et que jamais son parti n'approuverait, ne prônerait ou ne ferait campagne pour le libre-échange avec les États-Unis.

J'imagine que les temps changent au parti conservateur. Ils semblent changer un peu plus vite que pour la plupart des autres et pour des raisons moins nettement définies.

M. Shields: Il ne répondra pas.

M. Langdon: En ce qui concerne notre parti, je peux certes répondre, car je présidais notre comité d'examen de la politique lorsque les mesures auxquelles le député fait allusion ont été adoptées. Je soutiens que les résolutions qui ont été adoptées à ce congrès d'orientation politique et aux congrès d'orientation politique que nous avons tenus tous les deux ans depuis 1961 constituent une plate-forme importante et énoncent les grandes lignes de ce que nous voudrions faire si nous formions le gouvernement de notre pays. Je ne dirai certes pas que tous les détails de telles résolutions politiques sont aussi immuables dans leur forme qu'ils l'étaient à l'époque.

Ce qui est crucial, c'est que nous nous sommes engagés dans la politique énergétique que nous avons alors adoptée à nous efforcer de veiller à ce que les Canadiens passent en premier, et cet engagement est aussi clair et net aujourd'hui qu'il l'était en 1979. C'est un engagement qui nous amènerait, comme je l'ai laissé entendre en ce qui concerne la société Amoco, à adopter une politique tout à fait différente de celle qu'a adoptée le gouvernement. En ce qui concerne les exportations de gaz, elle nous amènerait aussi à adopter une toute autre attitude. Par exemple, nous nous inquiétons beaucoup plus des nombreux petits producteurs gaziers . . .

M. Shields: Répondez à la question.

M. Langdon: . . . qui se sont trouvés coincés à cause des positions de gouvernements antérieurs. Notre position serait d'essayer d'ouvrir le marché canadien, et là où le marché canadien est sûr, d'autres marchés, tel le marché américain, à des exportations potentielles de ces petits producteurs, de sorte qu'ils puissent prendre eux aussi une large part aux bénéfices, et l'Alberta pourrait gagner bien des emplois et bien des retombées économiques dont elle ne peut profiter à l'heure actuelle.